

**RAPPORT À LA CENTIÈME RÉUNION DU COMITÉ DE
L'AGRICULTURE DE L'OMC
15 ET 16 MARS 2022**

**PAYS EN DÉVELOPPEMENT IMPORTATEURS NETS DE
PRODUITS ALIMENTAIRES (PDINPA)**

Communication présentée par la FAO

La communication ci-après, datée du 11 mars 2022, est distribuée à la demande de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

1 CONTEXTE

1.1. L'ampleur et la gravité des crises alimentaires se sont accentuées en 2020, tandis que les conflits prolongés, les ralentissements économiques dus à la COVID-19 et les chocs météorologiques ont contribué à l'une des plus fortes hausses de la faim dans le monde depuis des décennies, affectant la quasi-totalité des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. En 2020, la faim dans le monde a augmenté de l'ordre de 118 à 161 millions de personnes par rapport au niveau de 2019. Cette même année, la sous-alimentation a augmenté d'environ 46 millions de personnes en Afrique, 57 millions en Asie et environ 14 millions en Amérique latine et dans les Caraïbes.¹ En 2020, 155 millions de personnes dans 55 pays ont vécu une crise alimentaire, d'après le rapport intitulé *Global Report on Food Crises*.² La hausse de la sous-alimentation s'explique en grande partie par la baisse des revenus résultant de la récession économique causée par la pandémie de COVID-19 et les mesures mises en œuvre pour stopper la propagation de celle-ci. Compte tenu de la baisse de l'emploi et des recettes à la fois dans les secteurs formel et informel, la pandémie a réduit la capacité de nombreuses personnes dans le monde d'acheter des produits alimentaires, en particulier dans les pays en développement.

1.2. D'après le dernier rapport *Hunger Hotspots*³ de la FAO et du PAM, 18 des 20 pays identifiés comme des pays qui auront probablement à faire face à des niveaux accrus d'insécurité alimentaire sont des PDINPA. Les pays enregistrant le plus grand nombre de personnes confrontées à une insécurité alimentaire aiguë (pays se trouvant à la phase 3 du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) et au-delà) sont les suivants: République démocratique du Congo (25,9 millions), Afghanistan (22,8 millions), Éthiopie (16,8 millions) et Yémen (16,2 millions). Les conflits sont considérés comme le principal facteur déterminant les niveaux élevés d'insécurité alimentaire. Les conditions dans ces pays ont également été aggravées par les ralentissements économiques liés à la COVID-19, car les ménages ont subi des pertes de revenus, tout en étant également confrontés aux prix élevés des produits alimentaires. Les chocs météorologiques ont

¹ FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS (2021), L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2021 – Transformer les systèmes alimentaires pour que la sécurité alimentaire, une meilleure nutrition et une alimentation saine et abordable soient une réalité pour tous, FAO, Rome. <https://www.fao.org/publications/card/en/c/CB4474FR>.

² FSIN et Réseau mondial contre les crises alimentaires (2021), *Global Report on Food Crises 2021*, Rome. <https://www.fao.org/resilience/resources/ressources-detail/fr/c/1398545/>.

³ PAM et FAO (2022), *Hunger Hotspots – FAO-WFP early warnings on acute food insecurity: February to May 2022 Outlook*, Rome. <https://doi.org/10.4060/cb8376en>.

également eu des effets négatifs sur la production agricole dans un certain nombre de ces pays, ce qui a contribué à réduire la disponibilité des produits alimentaires.

2 OFFRE ET DE DEMANDE DE CÉRÉALES

2.1. D'après les dernières estimations de la FAO, la production mondiale de céréales en 2021 s'est élevée à 2 796 millions de tonnes, ce qui représente 0,7% de plus que l'année précédente. La production mondiale de blé devrait atteindre 775,4 millions de tonnes, ce qui représente une baisse de 0,1% en glissement annuel. Les prévisions pour les céréales secondaires au niveau mondial, y compris le maïs, l'orge et le sorgho, sont établies à 1 501 millions de tonnes, soit 1,2% de plus que l'année précédente. De la même manière, la production mondiale de riz se dirige vers un niveau record en 2021, soutenue par des améliorations des rendements et une légère augmentation de la surface cultivée en Asie.

2.2. L'utilisation mondiale de céréales en 2021/22 devrait être de 2 802 millions de tonnes, soit de 41 millions de tonnes de plus par rapport au niveau de 2020/21. Cela reflète des augmentations en glissement annuel de l'utilisation du blé de 1,5%, avec 772,8 millions de tonnes, et de 1,4% en ce qui concerne les céréales secondaires, avec 1 509 millions de tonnes.

2.3. D'après les prévisions, les stocks mondiaux de céréales à la fin de la période 2021/22 devraient avoir légèrement augmenté (0,5%) par rapport à leurs niveaux d'ouverture, et atteindre 836 millions de tonnes. Le ratio stocks/utilisation de céréales dans le monde qui en résulterait s'élèverait à 29,1%, ce qui représente une légère baisse par rapport aux 29,7% enregistrés en 2020/21 et constituerait le niveau le plus bas depuis huit ans, mais indiquerait encore un niveau général d'approvisionnement confortable.

	2017/18	2018/19	2019/20	2020/21 estimations	2021/22 prévisions
Ratio stocks/utilisation dans le monde	31,9	30,7	29,9	29,7	29,1
Ratio stocks/disparition totale des grands exportateurs	18,2	18,9	18,8	18,4	18,6

2.4. La récolte exceptionnelle de riz devrait permettre à l'utilisation et aux stocks de riz dans le monde à la fin de la campagne 2021/22 d'atteindre de nouveaux sommets, tout en facilitant également une troisième augmentation annuelle successive des échanges internationaux de riz.

2.5. D'après les prévisions, le commerce mondial des céréales devrait augmenter de 0,9% par rapport au niveau de 2020/21, et s'établir à 484 millions de tonnes. Le commerce du blé devrait atteindre un niveau record de 194 millions de tonnes, soit un niveau supérieur de 2,5% à celui de 2020/21, tandis que le commerce des céréales secondaires devrait atteindre 237 millions de tonnes, enregistrant une contraction de 0,9% par rapport à l'année précédente. Le commerce du riz devrait enregistrer une troisième expansion annuelle successive en 2022 (janvier-décembre), et atteindre 53,4 millions de tonnes.

3 PERSPECTIVES CONCERNANT LES CULTURES ET SITUATION ALIMENTAIRE DANS LES PDINPA

3.1. Sur la base des renseignements les plus récents tirés du rapport *Perspectives de récolte et situation alimentaire* de la FAO (mars 2022), la production globale de céréales parmi les PDINPA est estimée à un niveau supérieur à la moyenne en 2021. La production plus élevée reflète principalement des résultats plus importants dans les pays d'Afrique du Nord, d'Afrique australe et d'Extrême-Orient, où les conditions climatiques globalement favorables ont favorisé l'essor des rendements des principales cultures céréalières essentielles. En revanche, d'après les estimations, la production est bien inférieure à la moyenne au Soudan et au Niger, sous l'effet d'une répartition erratique des précipitations qui a limité les rendements, tandis que la sécheresse a sévi en Angola et au Kenya en 2021, ce qui a eu des effets négatifs sur les récoltes de céréales. Les conflits, qui sévissent encore dans de nombreux PDINPA, ainsi que l'insécurité civile, ont perturbé les activités agricoles et contribué à maintenir les récoltes à des niveaux inférieurs à la moyenne dans plusieurs pays en 2021, notamment au Burkina Faso et au Niger.

3.2. Malgré des prévisions initiales supérieures à la moyenne concernant les exportations ukrainiennes de maïs et de blé pour 2021/22, le conflit en cours devrait réduire la capacité à

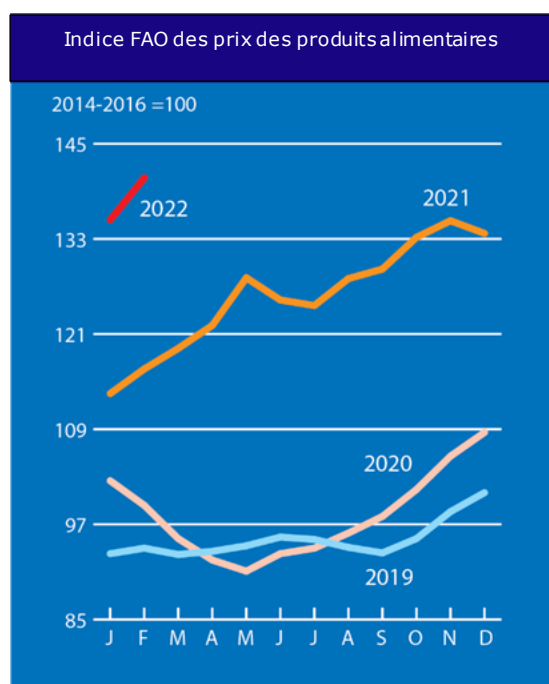
l'exportation du pays en termes d'expédition de céréales du fait des dommages causés aux infrastructures, telles que les installations portuaires et ferroviaires.⁴ À terme, le conflit en Ukraine a le potentiel d'exacerber une situation dans laquelle les prix internationaux des produits alimentaires sont déjà en hausse, en perturbant les approvisionnements en céréales en provenance d'une source essentielle d'importations pour de nombreux PDINPA.

4 PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES

4.1 Prix internationaux

4.1. L'indice FAO des prix des produits alimentaires* s'est établi en moyenne à 140,7 points en février 2022, en hausse de 5,8 points (3,9%) d'un mois sur l'autre et de jusqu'à 20,7 points (24,1%) par rapport à son niveau d'il y a un an. Cela représente un nouveau record historique (en termes nominaux), supérieur de 3,1 points au plus haut niveau précédent enregistré en février 2011. L'augmentation de l'indice de février a été tirée par des augmentations des prix internationaux des huiles végétales et des produits laitiers, tandis que les prix des céréales et de la viande augmentaient également. En revanche, les prix du sucre ont chuté pour la troisième année consécutive. S'agissant des augmentations en glissement annuel, le sous-indice des prix des huiles végétales de la FAO a enregistré la plus forte augmentation (36,8%), suivi par les produits laitiers (24,8%), la viande (15,3%), les céréales (14,8%) et le sucre (10,4%).

Figure 1: Indice FAO des prix des produits alimentaires (2019-2022)



4.2 Prix intérieurs dans les PDINPA

4.2. D'après les dernières données sur les prix des produits alimentaires dont la FAO dispose (février 2022), les prix intérieurs des céréales secondaires et du blé ont généralement augmenté dans les PDINPA au cours de l'année écoulée, en raison du resserrement de l'offre intérieure, des difficultés macroéconomiques, de la désorganisation des marchés liée aux conflits et à l'insécurité, des chocs météorologiques graves et de l'évolution du marché mondial des céréales. Tandis qu'en ce qui concerne le riz, les prix ont principalement été stables ou ont quelque peu fléchi, avec une disponibilité adéquate dans les pays où c'est l'un des principaux aliments de base.

4.3. Pour les PDINPA d'Afrique subsaharienne, les prix des céréales secondaires ont été sensiblement plus élevés en glissement annuel en raison d'une demande soutenue dans un contexte de disponibilité réduite, résultant en grande partie de la diminution des récoltes et de la

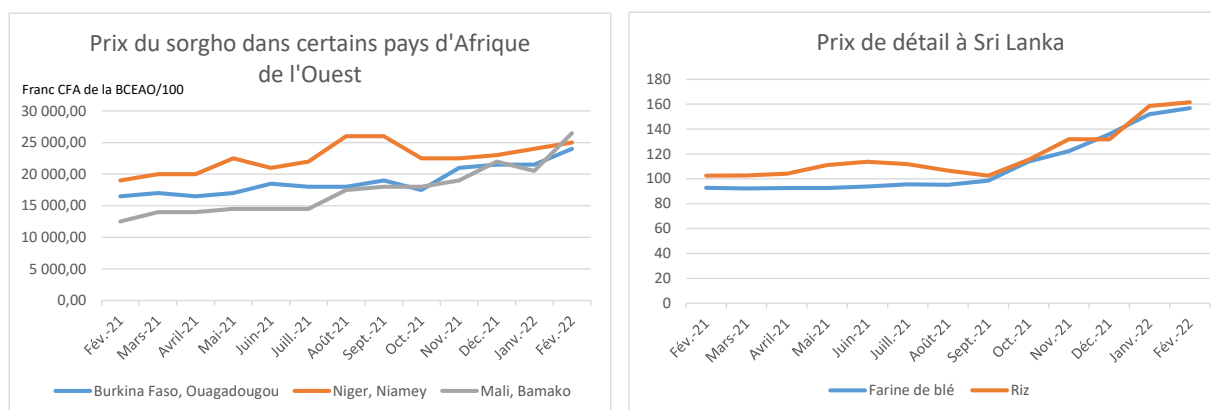
⁴ FAO (2022), [Perspectives de récolte et situation alimentaire n° 1, mars 2022 \(fao.org\)](https://www.fao.org/publications/02/04/default.aspx).

désorganisation du marché dues à la persistance des conflits et de l'insécurité. En Éthiopie, au Soudan, au Soudan du Sud et dans les pays d'Afrique de l'Ouest qui ne font pas partie de la zone franc, les difficultés macroéconomiques et la dépréciation de la monnaie ont exercé une pression additionnelle à la hausse sur les prix. Même si les approvisionnements en céréales supérieurs à la moyenne ont modéré l'augmentation générale des prix pour les PDINPA en Afrique australe, les situations de conflit et les conditions météorologiques extrêmes ont maintenu les prix élevés dans certaines parties du Mozambique et de Madagascar.

4.4. Parmi les PDINPA d'Asie, les prix intérieurs du riz ont été stables ou en deçà des niveaux de l'année précédente, ce qui reflète une disponibilité adéquate sur les marchés. L'exception a été Sri Lanka où les prix du riz ont atteint des niveaux records, sous l'effet de la dépréciation de la monnaie nationale et des préoccupations concernant les perspectives de récolte réduite de riz paddy pendant la principale saison ("Maha") en 2022. En outre, les prix intérieurs du blé et de la farine de blé sont restés sensiblement plus élevés en glissement annuel en Afghanistan, au Bangladesh et à Sri Lanka.

4.5. Pour les PDINPA d'Amérique latine et des Caraïbes, les prix du maïs restent nettement supérieurs à leurs niveaux de l'année précédente, malgré des approvisionnements adéquats. Des coûts de transport et de production plus élevés ont été indiqués comme facteurs clés contribuant à la hausse des prix, en particulier en El Salvador et au Honduras.

Figure 1a et 1b: Prix en Afrique de l'Ouest et à Sri Lanka



5 FACTURE DES IMPORTATIONS DE PRODUITS ALIMENTAIRES DES PDINPA

5.1. En ligne avec la situation générale, malgré une contraction initiale au début de la pandémie de COVID-19, la valeur du commerce agroalimentaire a augmenté en 2020 et 2021 dans les PDINPA, en raison à la fois de la vigueur de la demande et des prix plus élevés des produits alimentaires. Les factures des importations de produits alimentaires dans les PDINPA ont augmenté de 3 % en 2020 mais, selon les estimations, elles ont enregistré une croissance encore plus élevée en 2021, la facture globale des importations de produits alimentaires ayant augmenté de près de 15 % par rapport à 2020, ce qui en fait l'une des croissances les plus rapides enregistrées. Toutefois, les factures des importations plus élevées sont principalement dues à des coûts unitaires plus élevés et non à des volumes d'importations plus importants.

5.2. Avec des cours internationaux plus élevés en 2021 et une reprise de la croissance économique, quasiment toutes les factures de produits dans les PDINPA ont augmenté en 2021, à l'exception de la viande. D'après les estimations, les hausses les plus importantes de l'année en valeur absolue concernent les fruits et légumes (3,3 millions d'USD), suivis par les graisses animales et les huiles végétales (1,7 million d'USD) et les cultures de rapport (café, thé, cacao, épices) (1,7 million d'USD).

5.3. La majeure partie de la facture des importations dans les PDINPA est constituée par les fruits et légumes, les cultures de rapport (café, thé, cacao, épices) et le poisson, qui représentent près de 70 % de la facture globale de ces pays en 2021. D'après les estimations, les importations de denrées alimentaires de base, telles que les graisses animales, les huiles végétales et les graines oléagineuses, ont contribué en grande partie à l'augmentation de la facture globale des importations du groupe en 2021.

5.4. L'aspect inquiétant en ce qui concerne les pays en développement est que, en 2021, d'après les estimations, ils ont acheté des volumes de produits alimentaires plus faibles, mais à des coûts considérablement plus élevés.

Figure 2: Factures des importations de produits alimentaires dans les PDINPA (2019-2021)

Factures des importations de produits alimentaires, milliards d'USD	PDINPA		
	2019	2020	2021
Huiles et graisses d'origine animale ou végétale	3,5	4,2	5,9
Boissons	1,3	1,1	1,6
Céréales et préparations à base de céréales	5,4	5,2	5,6
Café, thé, cacao, épices et leurs produits	16,1	16,8	18,6
Produits laitiers et œufs	0,9	0,8	0,8
Poissons, crustacés et mollusques	11,9	10,5	11,9
Viandes et préparations de viandes	1,0	1,0	1,0
Produits alimentaires divers	1,5	1,7	2,2
Graines oléagineuses et fruits oléagineux	3,3	3,8	4,6
Sucre, miel et préparations à base de sucre et de miel	3,3	3,1	3,3
Fruits et légumes	22,4	24,5	27,8
Total	70,7	72,8	83,4

6 RECOMMANDATIONS DE LA FAO

6.1. Compte tenu de la hausse des prix internationaux des produits alimentaires et de l'augmentation des factures des importations de produits alimentaires, il faut s'attendre à des difficultés importantes en matière de sécurité alimentaire dans de nombreux pays en développement, en particulier les PDINPA.

6.2. Même si la production de produits alimentaires et agricoles, l'emploi agricole et le commerce agroalimentaire ont largement surmonté les goulets d'étranglement à court terme créés par la pandémie, la persistance des crises alimentaires démontre qu'il est essentiel de conserver des chaînes d'approvisionnement alimentaire pleinement opérationnelles. Dans le même temps, il est impératif de soutenir de manière adéquate les moyens de subsistance des plus vulnérables par l'intermédiaire de filets de sécurité et de programmes de protection sociale efficaces qui peuvent contribuer à garantir les revenus et la consommation alimentaire lorsque des chocs se produisent.

6.3. L'incertitude qui découle des conflits, de la variabilité des conditions météorologiques, des parasites et maladies des animaux et des végétaux, ainsi que des prix élevés de l'énergie et des intrants agricoles pose des risques considérables pour la sécurité alimentaire mondiale. La hausse des prix des produits alimentaires aggravera probablement les vulnérabilités existantes, exercera des pressions sur les budgets et la balance des paiements des PDINPA et remettra en question leur capacité d'acheter des produits alimentaires adéquats sur les marchés mondiaux. Il est donc important de continuer à soutenir les pays et les groupes de population vulnérables par des actions visant à garantir l'accès à des produits alimentaires adéquats et nutritifs. Par exemple, l'aide alimentaire et les transferts en espèces au niveau national peuvent contribuer à préserver les niveaux de consommation en période de chômage et de baisse des revenus. À cet égard, les gouvernements des PDINPA auront besoin d'avoir accès à des mécanismes financiers pour être en mesure d'assurer les approvisionnements en denrées alimentaires de base et faire face au risque d'épuisement de leurs réserves de change.

6.4. Un soutien continu en faveur des PDINPA devrait également être fourni dans le domaine de la numérisation du commerce. Une détermination sans faille à mettre en œuvre l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges et à numériser les procédures commerciales, telles que les certificats SPS électroniques dans le cadre de la solution ePhyto, a montré des avantages pour ce qui est de réduire les coûts, d'économiser du temps et de réduire la fraude alimentaire. Il est important de soutenir les PDINPA lorsqu'ils adoptent et utilisent d'autres certificats SPS électroniques et documents commerciaux numériques.